

d) in artikel 12, wordt het tweede lid vervangen door wat volgt:

Deze tarieven mogen de volgende drempels, excl. B.T.W., niet overschrijden :

	Per jaar (permanent) of minimum 5 maanden	Per week (7 dagen)	Per overnachting
Jachthaven	65,00 euro/strekkende meter	12,00 euro/strekkende meter	2,00 euro/strekkende meter
Aanmeerplaats	Zonder voorwerp	10,00 euro/strekkende meter	1,50 euro/strekkende meter
Relais	Zonder voorwerp	Zonder voorwerp	Zonder voorwerp

”;

e) in artikel 22, worden de woorden “MINISTERE DE L’EQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS (MINISTERIE VAN UITRUSTING EN VERVOER)” vervangen door de woorden “Waalse Overheidsdienst”, en de woorden “Direction de la Gestion domaniale des Voies hydrauliques (Directie Beheer Domeingoederen Waterwegen)” worden vervangen door de woorden “Directie Beheer Waterwegen - Cel Angleur”.

**Art. 3.** De Minister van Openbare werken en de Minister van Toerisme worden belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 20 september 2018.

Voor de Regering:

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden, Toerisme, Erfgoed  
en afgevaardigd bij de Grote Regio,  
R. COLLIN

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/14404]

**27 SEPTEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l’arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d’incidences et des installations et activités classées et le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l’assainissement des sols**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l’assainissement des sols, les articles 24, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, et 129 et l’annexe 6;

Vu l’arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d’incidences et des installations et activités classées;

Vu le rapport du 11 avril 2018 établi conformément à l’article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l’ensemble des politiques régionales;

Vu l’avis n<sup>o</sup> 63.554/4 du Conseil d’État, donné le 20 juin 2018, en application de l’article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d’État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que l’annexe I de l’arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 oblige la consultation de la Direction de la Protection des Sols (DPS) du Département du Sols et des Déchets (DSD) de la Direction générale opérationnelle Agriculture, Ressources naturelles et Environnement du Service public de Wallonie pour toute demande de permis d’environnement (PE) ou permis unique (PU) activant une ou plusieurs rubriques;

Considérant que le choix original de ces rubriques comme requérant une consultation obligatoire de la DPS se rapporte à un contexte qui a évolué, notamment, en termes de législations applicables, de jurisprudences associées, de constitution progressive et diffusion entre services des inventaires recensant les procédures et informations administratives sur les terrains pollués, lesquelles ont permis d’établir une approche préventive en matière de protection des sols;

Considérant que sur cette base, il convient de supprimer la consultation obligatoire de la DPS pour les rubriques libellées 01.2X.XX et 01.49.XX (activité élevage/engraissement dans secteur agricole - classes 1 / services annexes aux activités de 01.2 - classes 2 : stockage matières fertilisantes + dépôts effluents élevage + épandage de matières organiques sur surface non agricole >1ha); qu’en effet la réglementation environnementale relative à la gestion des effluents et de l’azote (Plan de gestion durable de l’azote - PGDA3) opère une gestion préventive; que l’application du PGDA vise en effet la gestion des impacts de ces activités sur le sol, notamment via les attestations de conformité des installations de stockage ou le renforcement de la traçabilité des mouvements d’effluents d’élevage; que la DPS n’a, dans la pratique, pas de conditions particulières complémentaires à formuler pour ces rubriques;

Considérant que sur cette base, il convient de supprimer la consultation obligatoire de la DPS pour les rubriques 01.3X.XX (détention d’animaux ne relevant pas du secteur de l’agriculture) compte tenu :

- de ce que la réglementation environnementale relative à la gestion des effluents et de l’azote (Plan de gestion durable de l’azote - PGDA3) ne s’applique pas aux activités et installations relevant des rubriques concernées;
- de ce que la DPS n’a, en l’état, pas de conditions particulières à formuler pour ces rubriques; qu’en tout état de cause la DPS peut être consultée, au cas par cas, en raison des particularités des dossiers introduits à l’Administration;

Considérant que sur cette base, il convient de supprimer la consultation obligatoire de la DPS pour les rubriques 90.13 et 90.14 (traitement des eaux - STEP individuelles de classe 2); qu'en effet les conditions sectorielles et intégrales du 1<sup>er</sup> décembre 2016 visent les impacts environnementaux de ces installations; que ces conditions sectorielles, définissent les obligations en matière d'étanchéité de l'installation visée, de transfert ou enlèvement de matières, de contrôle périodique de l'état de fonctionnement de l'installation visée, de maintenance du système; que ces conditions constituent autant de mesures de protection du sol ainsi que des eaux de surface et souterraines;

Considérant que sur cette base, il convient de supprimer la consultation obligatoire de la DPS pour les rubriques 45.12.XX (Forage et équipement de puits - classes 2); qu'en effet l'impact de des installations visées par ces rubriques concerne davantage les problématiques des eaux souterraines que celles liées à la matrice solide des sols; qu'en l'occurrence la Direction des Eaux Souterraines (DESO) étant d'office consultée pour ces rubriques, seule l'implantation de telles installations sur des sols pollués pourrait justifier une demande d'avis à la DPS; que l'identification, par le fonctionnaire technique, de tels cas de figure peut être réalisée via l'utilisation de l'application informatique « Banque de Données de l'Etat des Sols - BDES » prévue par le décret relatif à la gestion et à l'assainissement des sols;

Considérant que sur cette base, il convient de supprimer la consultation obligatoire de la DPS pour la rubrique 50.50.03 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 (commerce de détail de carburants - classes 2); qu'en effet, l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 mars 1999 et ses arrêtés modificatifs définissent à présent, de manière robuste les obligations préventives en matière d'étanchéité des installations, de modalités de transferts ou d'enlèvement de matières, de contrôle de l'état de fonctionnement de l'installation visée; que ces obligations constituent autant de mesures de protection du sol, des eaux souterraines et de surface; qu'en outre, l'utilisation par le fonctionnaire technique de l'application informatique « BDES » précitée doit lui permettre de vérifier l'état des conditions et des procédures au sens de l'arrêté du 4 mars 1999 susmentionné ou au sens du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018;

Considérant que sur cette base, il convient de supprimer la consultation obligatoire de la DPS pour les rubriques 90.22.12; 90.23.13; 90.24.11; 90.25.04 de l'arrêté du 4 juillet 2002 (Installations de prétraitement, de valorisation, d'élimination, d'incinération, de co-incinération ou d'enfouissement technique des matières enlevées du lit et des berges des cours et plans d'eau); qu'en effet, ces rubriques concernent les installations de gestion et de traitement des boues et non leur valorisation sur les sols; que pour ce type d'installation de gestion de déchets, la Direction de la Politique des Déchets (DPD) est compétente comme le mentionne l'annexe I de l'arrêté du 4 juillet 2002; que la plupart de ces rubriques sont couvertes par des conditions sectorielles visant, *de facto*, à assurer, directement ou indirectement, une protection du sol et des eaux souterraines;

Considérant que l'abrogation de l'annexe 6 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 précité et la modification simultanée de l'arrêté du 4 juillet 2002 doivent ainsi permettre une conciliation des nomenclatures de la législation relative à la gestion et à l'assainissement des sols avec celle relative aux permis d'environnement;

Considérant que la révision de l'arrêté du 4 juillet 2002 a pour objectif de :

- revoir la liste de l'annexe 6 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 susmentionné dans une optique d'actualisation liée aux évolutions de la technologie et des mesures environnementales préventives;
- procéder à une homogénéisation des intitulés dans une optique de simplification administrative et de sécurisation juridique;
- faciliter les transferts d'informations entre les différentes bases de données instaurées au sein de l'administration par une sémantique univoque, en vue notamment de l'alimentation de la Banque de Données de l'Etat des Sols;

Considérant que, concrètement, une colonne intitulée « risque pour le sol » est ajoutée dans l'annexe 1<sup>ère</sup> de l'arrêté du 4 juillet 2002 et que les libellés de l'annexe 6 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 précité sont retranscrits à travers le tableau de nomenclature du relatif aux permis d'environnement; qu'une croix est ajoutée dans cette nouvelle colonne pour distinguer spécifiquement ces activités à risques pour les sols de celles qui ne le sont pas; qu'à ce titre, il convient de modifier l'intitulé de l'arrêté précité;

Considérant que cinq nouvelles rubriques ont été créées en raison du fait qu'elles constituent des installations ou activités présentant un risque pour le sol au sens de l'annexe 6 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018; qu'elles ne sont toutefois soumises ni à la législation relative aux permis d'environnement, ni aux études d'incidences;

Considérant que parmi les cinq rubriques ajoutées, premièrement, 3 rubriques concernent les dépendances de mine, à savoir : une rubriques relatives aux installations pour l'agglomération de houille lignite ou charbon, ainsi que deux rubriques relatives aux lavoirs à minerais de fer; ce type d'installation était déjà repris dans l'arrêté du 4 juillet 2002 mais les libellés respectifs excluaient les dépendances de mine; l'autorisation pour une dépendance de mine était en effet régie par le Code minier et pas par la législation sur les permis d'environnement; il s'agit dès lors d'ajouter le pendant des rubriques PE existantes pour ces dépendances de mine, le risque de pollution du sol étant lié à la nature de l'activité et pas au régime d'autorisation :

- 10.90.03.04 Installations pour l'agglomération de houille, lignite, charbon de bois, graphite, carbone ou la fabrication de charbon de bois, graphite, carbone constituant une dépendance de mine et dont la capacité installée de production est inférieure ou égale à 10 T/jour - la rubrique 10.90.03.03 correspondant au code n° 2 de l'annexe 3 ne concernait pas les dépendances de mine;
- 13.10.05 Lavoirs à minerais de fer dont la capacité de traitement est supérieure à 10 T/jour constituant une dépendance de mine - la rubrique 13.10.04 correspondant au code n° 9 de l'annexe 3 ne concernait pas les dépendances de mine;
- 13.20.05 - Lavoirs à minerais de métaux non ferreux dont la capacité de traitement est supérieure à 10 T/jour constituant une dépendance de mine - la rubrique 13.20.04 correspondant au code n° 12 de l'annexe 3 ne concernait pas les dépendances de mine;

Considérant qu'il s'agit, deuxièmement, des rubriques libellées :

- 60.15.01 - Plates-formes ferroviaires et intermodales sur lesquelles sont réalisées des opérations de chargement, de déchargement, de remplissage ou d'emballage liées à un transport, de plus de cinquante tonnes nettes, par année calendrier, de marchandises dangereuses classés, selon le règlement CLP (règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006), comme présentant un risque ou un danger envers la santé autre que corrosif et irritant, ou envers l'environnement autre que pour la couche d'ozone, ou que ces produits sont de nature à causer une pollution du sol ou des eaux souterraines - la rubrique 60.15.01 correspond au code n° 139 de l'annexe 3;
- et 60.15.02 " Gares ferroviaires de triage ou de formation";

Considérant l'amendement au décret relatif à la gestion et à l'assainissement des sols intervenu le 26 janvier 2018 insérant les articles 104 à 108 au même décret; que cet amendement implique que les installations nécessaires ou utiles à la recherche et à l'exploitation des ressources du sous-sol, en ce compris, les puits, galeries, communications souterraines et fosses d'extraction sont désormais soumises aux permis d'environnement;

Considérant qu'en conséquences les activités y relatives reprises dans l'arrêté du 04 juillet 2002 doivent être classées alors qu'elles ne le sont actuellement pas;

Considérant que l'extraction minière a potentiellement un impact sur l'environnement, notamment via le charroi, l'excavation de terres et de roches, l'interaction avec les nappes d'eaux souterraines, les rejets en eaux de surface, le démergement, les bassins de décantation; que, dès lors, il est nécessaire de classer les activités et installations relatives à l'extraction minière en classe 1;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'intitulé de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées est remplacé par ce qui suit : « Arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences, des installations et activités classées ou des installations ou des activités présentant un risque pour le sol ».

**Art. 2.** A l'article 2 du même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement du 22 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« § 1<sup>er</sup>. Les projets soumis à étude d'incidences, les installations et activités classées et les installations et activités présentant un risque pour le sol sont répertoriés dans la liste qui figure en annexe I du présent arrêté. »;

2° il est inséré un paragraphe 4/1 rédigé comme suit :

« § 4/1. Dans la quatrième colonne, la croix indique si l'installation ou l'activité est de celles présentant un risque pour le sol. »;

3° dans le paragraphe 5, le mot « quatrième » est remplacé par le mot « cinquième ».

**Art. 3.** L'article 3<sup>ter</sup> du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 19 avril 2007, est complété par les mots « et sont considérés comme présentant un risque pour le sol ».

**Art. 4.** A l'annexe I du même arrêté, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016, les modifications suivantes sont apportées :

1° une colonne intitulée « Risque pour le sol » est insérée entre la colonne « EIE » et la colonne « Organismes à consulter »;

2° une croix est insérée dans la colonne « Risque pour le sol » pour les installations et activités dont les numéros de rubrique sont les suivants :

«

	15.42.02	15.83.05.02.B	21.12.01.01	24.14.02.02
	15.42.03	15.84.01.02	21.12.01.02	24.14.03.01
10.90.03.02	15.43.02	15.84.01.03	22.21.02	24.14.03.02
10.90.03.03	15.43.03	15.84.02.02	22.21.03	24.14.04.01
10.90.04	15.51.01.02	15.85.02	22.22.02	24.14.04.02
11.10.01	15.51.01.03	15.86.02	22.24.02	24.14.05.01
11.20.01.01	15.52.02	15.87.02	22.25.02	24.14.05.02
11.20.01.02	15.62.02.A	15.87.03	23.10.01	24.14.06.01
	15.62.02.B	15.88.02	23.10.02	24.14.06.02
13.10.03.02	15.62.03.A	15.89.02	23.20.01	24.14.07.01
13.10.04	15.62.03.B	15.89.03	23.20.02	24.14.07.02
	15.71.02	17.10.01.02	23.20.03	24.14.08.01
13.20.03.02	15.71.03	17.10.01.03	23.20.04	24.14.08.02
13.20.04	15.81.01.02.A	17.15.02.A	23.20.05	24.14.09.01
13.90	15.81.01.02.B	17.15.02.B	24.11.01.01	24.14.09.02
15.11.01.02	15.82.02.A	17.17.01.02	24.11.01.02	24.14.10.01
15.11.01.03	15.82.02.B	17.17.01.03	24.12.02	24.14.10.02
15.12.01.01	15.83.01.01.A	17.30.02	24.12.03	24.15.02
15.12.01.02	15.83.01.01.B	17.30.03	24.13.01.02	24.15.03
15.12.02.02	15.83.01.02.A	17.51.02	24.13.01.03	24.16.01.01
15.13.01.02	15.83.01.02.B	17.51.03	24.13.02.02	24.16.01.02
15.13.01.03	15.83.02.01.A	17.90.02	24.13.02.03	24.16.02.01
15.20.01.01	15.83.02.01.B	17.90.03	24.13.03.02	24.16.02.02
15.20.01.02	15.83.02.02.A	18.30.01.02	24.13.03.03	24.16.03.01
15.20.02.02	15.83.02.02.B	18.30.01.03	24.13.04.02	24.16.03.02
15.20.02.03	15.83.03.01.A	19.10.01.02	24.13.04.03	24.17.01.01
15.31.02	15.83.03.01.B	19.10.02.01	24.13.05.01	24.17.01.02
15.31.03	15.83.03.02.A	19.10.02.02	24.13.05.02	24.17.02.01
15.32.01.02	15.83.03.02.B	20.10.02.01.A	24.13.06.01	24.17.02.02
15.32.01.03	15.83.04.01.A	20.10.02.01.B	24.13.06.02	24.20.01.01
15.32.02.02	15.83.04.01.B	20.10.02.02.A	24.13.07.01	24.20.01.02
15.32.02.03	15.83.04.02.A	20.10.02.02.B	24.13.07.02	24.20.02.01
15.33.02	15.83.04.02.B	20.20.01	24.13.08	24.20.02.02
15.33.03	15.83.05.01.A	20.20.02.A	24.14.01.01	24.30.02
15.41.02	15.83.05.01.B	20.20.02.B	24.14.01.02	24.30.03
15.41.03	15.83.05.02.A	21.11.01	24.14.02.01	24.31

24.32.01	26.63.02.A	34.10.03.B	63.12.09.03.03	90.23.02.01.A
24.41.01	26.63.02.B	34.20.02.A	63.12.09.04.02	90.23.02.01.B
24.41.02	26.65.01	34.20.02.B	63.12.09.04.03	90.23.02.02.A
24.42.01	26.65.02.01	34.20.03.A	63.12.09.05.02	90.23.02.02.B
24.42.02	26.65.02.02	34.20.03.B	63.12.09.05.03	90.23.03
24.51.01.01	26.81.01.02.A	34.30.02.A	63.12.14.02	90.23.04.01
24.51.01.02	26.81.01.02.B	34.30.02.B	63.12.15.01.A	90.23.04.02
24.51.02.01	26.82.01.02.A	34.38.02.A	63.12.15.01.B	90.23.05
24.51.02.02	26.82.01.02.B	34.38.02.B	63.12.15.02.A	90.23.06
24.52.01	26.82.01.03.A	34.38.03.A	63.12.15.02.B	90.23.07
24.61.03	26.82.01.03.B	34.38.03.B	63.12.16.01.02	90.23.08.01
24.62.01	26.82.01.04	35.10.01.01.A	63.12.16.02.02	90.23.08.02
24.62.02	27.10.01.01	35.10.01.01.B	63.12.16.03.02	90.23.09
24.63.01	27.10.01.02	35.10.01.02.A	63.12.16.04.02	90.23.10
24.64.01	27.10.02.01	35.10.01.02.B	63.12.16.05.02	90.23.11
24.64.02	27.10.02.02	35.10.02.01.A	63.12.17.01.02	90.23.13.01
24.65	27.10.03.01	35.10.02.01.B	63.12.17.02.02	90.23.13.02
24.66.01	27.10.03.02	35.10.02.02.A	63.12.19	90.23.14
24.66.02	27.21.01	35.10.02.02.B	63.12.20.01.02	90.24.01.01
24.70.01	27.21.02	35.20.01.A	63.12.20.01.03	90.24.01.02
24.70.02	27.22.01	35.20.01.B	63.12.20.02.02	90.24.02
24.90.01	27.22.02	35.20.02.A	63.12.20.02.03	90.24.03
25.11.01	27.30.01	35.20.02.B	63.12.20.03.02	90.24.04
25.11.02	27.30.02	35.30.02.A	63.12.20.03.03	90.24.05
25.13.02	27.42.01	35.30.02.B	63.12.20.04.02	90.24.06.01
25.13.03	27.42.02.01	35.30.03.A	63.12.20.04.03	90.24.06.02
25.29.01	27.42.02.02	35.30.03.B	63.12.20.05.02	90.24.07
25.29.02	27.43.01	35.41.02.A	74.70	90.24.08.01
26.11.01	27.43.02.01	35.41.02.B	74.81.01.02	90.24.08.02
26.11.02	27.43.02.02	35.90.02.A	74.81.01.03	90.24.09.01
26.12.02	27.44.01	35.90.02.B	90.16.02.A	90.24.09.02
26.13.02	27.44.02.01	40.10.01.03.01	90.16.02.B	90.24.10
26.13.03	27.44.02.02	40.10.01.03.02	90.16.03.A	90.24.11.01
26.14.01	27.45.01	40.20.01.01	90.16.03.B	90.24.11.02
26.14.02	27.45.02.01	40.20.01.02	90.17.02.A	90.90.01
26.15.02	27.45.02.02	40.30.01.01	90.17.02.B	90.90.02
26.15.03	27.51.01	40.30.01.02	90.17.03.A	90.90.03
26.19.02	27.51.02	40.30.03.02	90.17.03.B	92.61.06
26.19.03	27.52.01	40.30.04.02	90.21.01.02	92.61.08
26.20.02	27.52.02	40.30.05.01	90.21.02.02	92.61.10.02
26.20.03	27.53.01	40.30.05.02	90.21.03	93.01.01.02
26.21.02	27.53.02	50.20.01.02	90.21.04.01	93.01.02.02
26.21.03	27.54.01	50.20.02	90.21.04.02	93.01.02.03
26.22.02	27.54.02	50.40.02	90.21.05.01	COV01.01
26.22.03	27.59.01	50.50.02	90.21.05.02	COV02.01
26.23.02	27.59.02	50.50.03	90.21.06.01	COV03.01
26.23.03	28.40.02.A	60.10.01	90.21.06.02	COV03.02
26.24.02	28.40.02.B	62.00.01	90.21.09.02	COV04.01
26.24.03	28.40.03	62.00.02	90.21.10.02	COV05.01
26.25.02	28.51.01.01	63.12.05.03.04.A	90.21.11.02	COV06.01
26.25.03	28.51.01.02	63.12.05.03.04.B	90.21.13	COV07.01
26.26.02	28.51.02.02	63.12.05.03.05.A	90.22.03.01.A	COV08.01
26.26.03	28.51.02.03	63.12.05.03.05.B	90.22.03.01.B	COV09.01
26.30.02	28.51.03.01	63.12.05.03.06.A	90.22.03.02.A	COV10.01
26.30.03	28.51.03.02	63.12.05.03.06.B	90.22.03.02.B	COV11
26.40.02	31.40.01.01	63.12.05.03.07.A	90.22.04	COV12.01
26.40.03	31.40.01.02	63.12.05.03.07.B	90.22.05	COV13.01
26.51.01.01	31.40.02.01	63.12.05.04.02	90.22.06	COV14.01
26.51.01.02	31.40.02.02	63.12.05.05.02	90.22.10	COV15.01
26.51.02	31.40.03.01	63.12.06.01	90.22.11	COV16.01
26.52.01.01	31.40.03.02	63.12.06.06	90.22.12.01	COV17.01
26.52.01.02	32.00.02.A	63.12.09.01.02	90.22.12.02	COV18.01
26.53.01.01	32.00.02.B	63.12.09.01.03	90.22.13	COV19.01
26.53.01.02	34.10.02.A	63.12.09.02.02	90.22.14	COV20.01
26.60.02.A	34.10.02.B	63.12.09.02.03	90.22.15	COV21.01
26.60.02.B	34.10.03.A	63.12.09.03.02		

**Art. 5.** Dans l'annexe I du même arrêté, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016, la consultation obligatoire de la Direction de la Protection des Sols du Département du Sol et des Déchets de la DGO3 est abrogée pour les rubriques suivantes : 01.2, 01.3, 01.49.01.03, 01.49.02.01, 01.49.04, 45.12.01, 45.12.02, 50.50.03, 90.13, 90.14, 90.22.12, 90.23.13, 90.24.11 et 90.25.04.

**Art. 6.** Dans l'annexe I du même arrêté, modifiée en dernier lieu par l'arrêté du Gouvernement wallon du 22 décembre 2016, la consultation obligatoire de la Direction des Risques industriels géologiques et miniers (DRIGM) DGO3 est abrogée pour les rubriques suivantes : 45.12.01 et 45.12.02.

**Art. 7.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 et modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier, les modifications suivantes sont apportées :

1° la rubrique 10.90.01 est remplacée par ce qui suit :

10.90.01 Extraction souterraine de mines de houille, lignite, graphite	1	X	X	DRIGM DESO			
--	---	---	---	---------------	--	--	--

2° la rubrique 10.90.02 est remplacée par ce qui suit :

10.90.02 Extraction à ciel ouvert de mines de houille, lignite, graphite	1	X	X	DRIGM DESO			
--	---	---	---	---------------	--	--	--

3° la rubrique 10.90.03.01 est remplacée par ce qui suit :

10.90.03.01 Installations pour l'agglomération de houille, lignite, charbon de bois, graphite, carbone ou la fabrication de charbon de bois, graphite, carbone constituant une dépendance de mine et dont la capacité installée de production est supérieure à 10 t/jour	1	X	X	DRIGM DESO			
--	---	---	---	---------------	--	--	--

4° la rubrique 13.10.01 est remplacée par ce qui suit :

13.10.01 Extraction souterraine de minerais de fer	1	X	X	DRIGM			
--	---	---	---	-------	--	--	--

5° la rubrique 13.10.02 est remplacée par ce qui suit :

13.10.02 Extraction à ciel ouvert de minerais de fer	1	X	X	DRIGM			
--	---	---	---	-------	--	--	--

6° la rubrique 13.10.03.01 est remplacée par ce qui suit :

13.10.03.01 Installations pour l'agglomération ou la fabrication de minerais de fer dont la capacité installée de production est supérieure à 10 t/jour installation constituant une dépendance de mine	1	X	X	DRIGM			
---	---	---	---	-------	--	--	--

7° la rubrique 13.20.01 est remplacée par ce qui suit :

13.20.01 Extraction souterraine de minerais de métaux non ferreux	1	X	X	DRIGM			
---	---	---	---	-------	--	--	--

8° la rubrique 13.20.02 est remplacée par ce qui suit :

13.20.02 Extraction à ciel ouvert de minerais de métaux non ferreux	1	X	X	DRIGM			
---	---	---	---	-------	--	--	--

9° la rubrique 13.20.03.01 est remplacée par ce qui suit :

13.20.03.01 Installations pour l'agglomération ou la fabrication de minerais de métaux non ferreux dont la capacité installée de production est supérieure à 10 t/jour installation constituant une dépendance de mine	1	X	X	DRIGM			
--	---	---	---	-------	--	--	--

10° le libellé des rubriques 35.20.01 A et 35.20.01 B sont remplacés par les termes :

« Construction et réparation de matériel ferroviaire roulant lorsque la capacité installée de production ou de réparation est inférieure à 50 locomotives ou 100 wagons/an ».

**Art. 8.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013 et modifiée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 janvier 2014, entre la rubrique 10.90.03.03 et la rubrique 10.90.04, il est inséré une rubrique 10.90.03.04 rédigée comme suit :

10.90.03.04 Installations pour l'agglomération de houille, lignite, charbon de bois, graphite, carbone ou la fabrication de charbon de bois, graphite, carbone constituant une dépendance de mine et dont la capacité installée de production est inférieure ou égale à 10T/jour	2		X	DRIGM DESO			
--	---	--	---	---------------	--	--	--

**Art. 9.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, entre la rubrique 13.10.04 et la rubrique 13.2, il est inséré une rubrique 13.10.05 rédigée comme suit :

13.10.05. Lavoirs à minerais de fer dont la capacité de traitement est supérieure à 10t/jour constituant une dépendance de mines	2		X	DGRIM			
--	---	--	---	-------	--	--	--

**Art. 10.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, entre la rubrique 13.20.04 et la rubrique 13.9, il est inséré une rubrique 13.20.05 rédigée comme suit :

13.20.05. Lavoirs à minerais de métaux non ferreux dont la capacité de traitement est supérieure à 10t/jour constituant une dépendance de mines	2		X	DRIGM			
---	---	--	---	-------	--	--	--

**Art. 11.** Dans l'annexe I du même arrêté, remplacée par l'arrêté du Gouvernement wallon du 11 juillet 2013, entre la rubrique 60.10.01 et la rubrique 60.2, sont insérés les rubriques 60.15.01 et 60.15.02 rédigées comme suit :

60.15 EXPLOITATION DE TRANSPORTS FERROVIAIRES							
60.15.01 Plates-formes ferroviaires et intermodales, dont la superficie est supérieure à 2 ha, sur lesquelles sont réalisées des opérations de chargement, de déchargement, de remplissage ou d'emballage liées à un transport, de marchandises dangereuses classés, selon le règlement CLP (règlement (CE) n° 1272/2008 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges, modifiant et abrogeant les directives 67/548/CEE et 1999/45/CE et modifiant le règlement (CE) n° 1907/2006), comme présentant un risque ou un danger envers la santé autre que corrosif et irritant, ou envers l'environnement autre que pour la couche d'ozone, ou que ces produits sont de nature à causer une pollution du sol ou des eaux souterraines			X				
60.15.02 Gare ferroviaire de triage ou de formation			X				

**Art. 12.** L'annexe 6 du décret du 1<sup>er</sup> mars 2018 relatif à la gestion et à l'assainissement des sols est abrogée.

**Art. 13.** Les demandes de permis d'environnement, de permis unique et de permis intégré introduites avant l'entrée en vigueur du présent arrêté ainsi que les recours administratifs y relatifs sont traités selon les règles en vigueur au jour de l'introduction des actes susmentionnés.

**Art. 14.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2019 à l'exception de l'article 5.

**Art. 15.** Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.  
Namur, le 27 septembre 2018.

Pour le Gouvernement :  
Le Ministre-Président,  
W. BORSUS

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire,  
des Travaux publics, de la Mobilité, des Transports, du Bien-être animal et des Zonings,  
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/14404]

**27. SEPTEMBER 2018 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten und des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung, Artikel 24 § 1 Absatz 2, Artikel 129, und Anhang 6;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten;

Aufgrund des Berichts vom 11. April 2018, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 20. Juni 2018 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrates Nr. 63.554/4;

In der Erwägung, dass es kraft des Anhangs I zum Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 für jeden Antrag auf eine Umweltgenehmigung oder Globalgenehmigung, durch den eine oder mehrere Rubriken aktiviert werden, erforderlich ist, die Direktion des Bodenschutzes der Abteilung Boden und Abfälle der operativen Generaldirektion Landwirtschaft, Naturschätze und Umwelt des Öffentlichen Dienstes der Wallonie um eine Stellungnahme zu ersuchen;

In der Erwägung, dass die ursprüngliche Wahl dieser Rubriken als solche, die eine obligatorische Konsultation der Direktion des Bodenschutzes benötigen, auf einem Kontext beruhte, der sich seitdem geändert hat, insbesondere hinsichtlich der anwendbaren Rechtsvorschriften und der entsprechenden Rechtsprechung, sowie der allmählichen Bildung und Verbreitung zwischen den Diensten von Inventaren, in denen die administrativen Verfahren und Informationen über verschmutzte Gelände verzeichnet sind, mit deren Hilfe ein präventiver Ansatz in Sachen Bodenschutz nun möglich ist;

In der Erwägung, dass es auf dieser Grundlage angebracht ist, die obligatorische Konsultation der Direktion des Bodenschutzes für die folgenden Rubriken abzuschaffen: 01.2X.XX und 01.49.XX (Tätigkeit Aufzucht / Mast im Agrarbereich - Klassen 1 / zusätzliche Dienstleistungen zu den Tätigkeiten von 01.2 - Klassen 2 : Lagerung von Dünger + Tierzucht abwässern + Ausbringen organischer Stoffe auf nicht landwirtschaftlich genutzten Flächen > 1 ha); dass die Umweltvorschriften im Bereich Tierzucht abwässer und Stickstoff (Plan zur nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs - PGDA3) nämlich eine präventive Verwaltung ermöglichen; dass die Durchführung des Plans zur nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs nämlich auf die Beherrschung der Auswirkungen dieser Aktivitäten auf den Boden abzielt, insbesondere mittels der Konformitätsbescheinigungen für die Lagerungsanlagen oder der verbesserten Rückverfolgbarkeit der Bewegungen der Tierzucht abwässer; dass die Direktion des Bodenschutzes in der Praxis keine ergänzenden Sonderbedingungen für diese Rubriken zu erörtern hat;

In der Erwägung, dass es auf dieser Grundlage angebracht ist, die obligatorische Konsultation der Direktion des Bodenschutzes für die Rubriken 01.3X.XX (Haltung von Tieren außerhalb Landwirtschaft) abzuschaffen, dies unter Berücksichtigung der folgenden Tatbestände:

- die Umweltvorschriften in Sachen Tierzucht abwässer und Stickstoff (Plan zur nachhaltigen Verwaltung des Stickstoffs - PGDA3) sind nicht auf die Tätigkeiten und Anlagen unter den betreffenden Rubriken anwendbar;
- die Direktion des Bodenschutzes hat zur Zeit keine besonderen Bedingungen für diese Rubriken zu erörtern; die Direktion des Bodenschutzes kann wegen der besonderen Merkmale der bei der Verwaltung eingereichten Akten unter allen Umständen von Fall zu Fall um eine Stellungnahme ersucht werden;

In der Erwägung, dass es auf dieser Grundlage angebracht ist, die obligatorische Konsultation der Direktion des Bodenschutzes für die Rubriken 90.13 und 90.14 (Abwasserbehandlung - individuelle Klärstationen der Klasse 2) abzuschaffen; dass die am 1. Dezember 2016 verabschiedeten sektorbezogenen und integralen Bedingungen nämlich die Umweltauswirkungen solcher Anlagen betreffen; dass in diesen sektorbezogenen Bedingungen die Verpflichtungen in Sachen Undurchlässigkeit der betroffenen Anlagen, Verbringung und Entfernung von Stoffen, regelmäßige Kontrolle des Betriebszustands der Anlage und der Instandhaltung des Systems festgelegt sind; dass diese Bedingungen alle erforderlichen Maßnahmen zum Schutz des Bodens, des Oberflächen- und des Grundwassers darstellen;

In der Erwägung, dass es auf dieser Grundlage angebracht ist, die obligatorische Konsultation der Direktion des Bodenschutzes für die Rubriken 45.12.XX (Brunnenbohrungen und -ausrüstungen) abzuschaffen; dass die Auswirkungen der in diesen Rubriken erwähnten Anlagen eher die Problematik des Grundwassers als die mit der festen Bodenmatrix verbundene Problematik berühren; dass die Direktion der Untergrundgewässer ("DESO") wieso für diese Rubriken um Stellungnahme ersucht wird, so dass nur die Niederlassung solcher Anlagen auf verschmutzten Böden einen an die Direktion des Bodenschutzes gerichteten Antrag auf Stellungnahme rechtfertigen könnte; dass die Identifizierung solcher Fälle durch den technischen Beamten mittels der in dem Dekret über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung vorgesehenen EDV-Anwendung "Datenbank über den Bodenzustand" durchgeführt werden kann;

In der Erwägung, dass es auf dieser Grundlage angebracht ist, die obligatorische Konsultation der Direktion des Bodenschutzes für die Rubrik 50.50.03 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 (Einzelhandel mit Treibstoffen - Klassen 2) abzuschaffen; dass der Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. März 1999 und seine abändernden Erlasse nun die präventiven Verpflichtungen in Sachen Undurchlässigkeit der betroffenen Anlagen,

Verbringung und Entfernung von Stoffen, regelmäßige Kontrolle des Betriebszustands der Anlage auf zuverlässige Weise festlegen; dass diese Bedingungen alle erforderlichen Maßnahmen zum Schutz des Bodens, des Oberflächen- und des Grundwassers darstellen; dass die Benutzung der EDV-Anwendung "Datenbank über den Bodenzustand" es dem technischen Beamten ermöglicht, die Lage der Bedingungen und Verfahren im Sinne des oben genannten Erlasses vom 4. März 1999 oder des Dekrets vom 1. März 2018 zu prüfen;

In der Erwägung, dass es auf dieser Grundlage angebracht ist, die obligatorische Konsultation der Direktion des Bodenschutzes für die Rubriken 90.22.12, 90.23.13, 90.24.11 und 90.25.04 des Erlasses vom 4. Juli 2002 (Anlagen zur Vorbehandlung, Verwertung, Beseitigung, Verbrennung, Mitverbrennung oder technischen Vergrabung von dem Bett und den Ufern von Wasserläufen und -flächen entnommenen Stoffen) abzuschaffen; dass diese Rubriken nämlich die Anlagen zur Behandlung von Schlämmen und nicht ihre Verwertung auf Böden betreffen; dass die Direktion der Abfallpolitik für solche Abfallbehandlungsanlagen zuständig ist, wie in Anhang I des Erlasses vom 4. Juli 2002 angegeben; dass die meisten dieser Rubriken durch sektorbezogene Bedingungen gedeckt sind, welche *de facto* auf direkte oder indirekte Weise auf den Schutz des Bodens und des Grundwassers abzielen;

In der Erwägung, dass die Aufhebung des Anhangs 6 zum vorgenannten Dekret vom 1. März 2018 und die gleichzeitige Abänderung des Erlasses vom 4. Juli 2002 es ermöglichen sollen, die Rubriken der Rechtsvorschriften in Sachen Bodenverwaltung und -sanierung mit denjenigen in Sachen Umweltgenehmigung in Einklang zu bringen;

In der Erwägung, dass die Revision des Erlasses vom 4. Juli 2002 darauf abzielt:

- die Liste in Anhang 6 des oben genannten Dekrets vom 1. März 2018 im Hinblick auf eine durch die Entwicklung der Technologie und der präventiven Umweltmaßnahmen bedingte Aktualisierung zu überarbeiten;
- eine Vereinheitlichung der Überschriften im Hinblick auf die administrative Vereinfachung und rechtliche Sicherung vorzunehmen;
- den Informationsaustausch zwischen den verschiedenen innerhalb der Verwaltung eingerichteten Datenbanken durch eindeutige Identifizierungen zu erleichtern, insbesondere im Hinblick auf die Eingabe von Daten in die Datenbank über den Bodenzustand;

In der Erwägung, dass konkret eine Spalte mit der Überschrift "Gefahr für den Boden" in den Anhang 1 zum Erlass vom 4. Juli 2002 eingefügt wird, und dass die Bezeichnungen des Anhangs 6 zum vorgenannten Dekret vom 1. März 2018 in die Nomenklatur-Tabelle des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung übernommen werden; dass in diese neue Spalte ein Kreuz eingefügt wird, um diese Aktivitäten, die eine Gefahr aufweisen, von denjenigen, die keine Gefahr aufweisen, zu unterscheiden; dass es somit angebracht ist, die Überschrift des vorgenannten Erlasses abzuändern;

In der Erwägung, dass fünf neue Rubriken geschaffen wurden, weil sie Anlagen oder Tätigkeiten betreffen, die im Sinne des Anhangs 6 zum Dekret vom 1. März 2018 eine Gefahr für den Boden aufweisen; dass diese Anlagen oder Tätigkeiten jedoch weder den Rechtsvorschriften über die Umweltgenehmigung noch den Umweltverträglichkeitsstudien unterliegen;

In der Erwägung, dass unter den fünf neuen Rubriken erstens drei die Nebenanlagen zu Bergwerken betreffen, d.h.: eine Rubrik für die Anlagen für die Brikettherstellung mittels Steinkohle, Braunkohle oder Holzkohle, und zwei Eisenerzwaschanlagen betreffen; diese Art von Anlagen war bereits im Erlass vom 4. Juli 2002 angegeben, aber unter einer Bezeichnung, die die Nebenanlagen zu Bergwerken ausschloss; die Genehmigung für eine Nebenanlage zu einem Bergwerk unterlag nämlich dem Gesetzbuch über die Bergwerke und nicht der Gesetzgebung im Bereich der Umweltgenehmigung; es handelt sich somit darum, für diese Nebenanlagen zu Bergwerken das Äquivalent der bestehenden Rubriken "Umweltgenehmigung" (UG) hinzuzufügen, da die Bodenverschmutzungsgefahr von der Art der Aktivität und nicht von der Regelung in Sachen Genehmigungen abhängt:

- 10.90.03.04 Anlagen für die Brikettherstellung mittels Steinkohle, Braunkohle, Holzkohle, Graphit, Kohlenstoff oder für die Herstellung von Holzkohle, Graphit, Kohlenstoff, die eine Nebenanlage zu einem Bergwerk sind, mit einer installierten Produktionskapazität unter oder gleich 10 T/Tag; die Rubrik 10.90.03.03, die dem Code Nr. 2 des Anhangs 3 entspricht, umfasste nicht die Nebenanlagen zu Bergwerken;
- 13.10.05 Waschanlagen für Eisenerze, deren Bearbeitungskapazität 10 T/Tag überschreitet und die Nebenanlagen zu Bergwerken bilden - die Rubrik 13.10.04, die dem Code Nr. 9 des Anhangs 3 entspricht, umfasste nicht die Nebenanlagen zu Bergwerken;
- 13.20.05 Waschanlagen für Erze von Nichteisenmetallen, deren Bearbeitungskapazität 10 T/Tag überschreitet und die Nebenanlagen zu Bergwerken bilden - die Rubrik 13.20.04, die dem Code Nr. 12 des Anhangs 3 entspricht, umfasste nicht die Nebenanlagen zu Bergwerken;

In der Erwägung, dass es sich zweitens um folgende Rubriken handelt:

- 60.15.01 Multimodale Eisenbahnplattformen, wo Be- und Entlade-, Füll- oder Packvorgänge in Verbindung mit einem Transport über fünfzig Nettotonnen pro Kalenderjahr von gefährlichen Gütern stattfinden, die gemäß der CLP-Verordnung (Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen und zur Änderung und Aufhebung der Richtlinien 67/548/EWG und 1999/45/EG und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006) als gesundheitsgefährdend oder -bedrohend (ohne ätzende oder reizende Wirkung) oder umweltgefährdend oder -bedrohend (ohne Gefahr für die Ozonschicht) eingestuft werden, oder eine Boden- oder Grundwasserverschmutzung verursachen können - die Rubrik 60.15.01 entspricht dem Code Nr. 139 des Anhangs 3;
- und 60.15.02 "Verschiebe- oder Zugbildungsbahnhöfe";

In Erwägung der am 26. Januar 2018 erfolgten Änderung des Dekrets über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung, durch welche die Artikel 104 bis 108 in dieses Dekret eingefügt werden; dass diese Änderung bewirkt, dass die Anlagen und Tätigkeiten, die zwecks der Suche nach und der Bewirtschaftung von Bodenschätzen notwendig oder nützlich sind, einschließlich der Schächte und Stollen, der unterirdischen Kommunikationen und der Fördergruben, nun einer Umweltgenehmigung unterliegen;

In der Erwägung, dass die entsprechenden, im Erlass vom 4. Juli 2002 angeführten Tätigkeiten, somit künftig einzustufen sind;



In der Erwägung, dass die mineralgewinnende Industrie potentielle Auswirkungen auf die Umwelt hat, die sich insbesondere aus dem Transport, dem Abbau von Erde und Gestein, der Interaktion mit den Grundwasserleitschichten, den Ableitungen in Oberflächengewässer, der Entwässerung, den Klärbecken, ..., ergeben; dass es somit erforderlich ist, die Tätigkeiten und Anlagen in Bezug auf die mineralgewinnende Industrie in die Klasse 1 einzustufen;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

**Artikel 1** - Die Überschrift des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsprüfung zu unterziehenden Projekte sowie der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten wird durch die folgende Überschrift ersetzt: "Erlass der Wallonischen Regierung vom 4. Juli 2002 zur Festlegung der Liste der einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, der eingestuften Anlagen und Tätigkeiten oder der Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen".

**Art. 2** - Artikel 2 desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 22. Dezember 2016, wird folgendermaßen abgeändert:

1° Paragraf 1 wird durch Folgendes ersetzt:

"§ 1. Die einer Umweltverträglichkeitsstudie zu unterziehenden Projekte, die eingestuften Anlagen und Tätigkeiten und die Anlagen oder Tätigkeiten, die eine Gefahr für den Boden aufweisen, werden in der Liste in Anhang I des vorliegenden Erlasses verzeichnet.";

2° es wird ein Paragraf 4/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"§ 4/1. Das Kreuz in der vierten Spalte gibt an, ob die Anlage oder Tätigkeit eine Gefahr für den Boden aufweist.";

3° in Paragraf 5 wird das Wort "vierten" durch das Wort "fünften" ersetzt.

**Art. 3** - Artikel 3ter desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 19. April 2007, wird um folgende Wörter ergänzt: "und es wird davon ausgegangen, dass sie eine Gefahr für den Boden aufweisen".

**Art. 4** - Anhang I desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Regierung vom 22. Dezember 2016, wird folgendermaßen abgeändert:

1° eine Spalte mit der Überschrift "Gefahr für den Boden" wird zwischen die Spalte "UVP" und die Spalte "zu Rate zu ziehende Einrichtungen" eingefügt;

2° in die Spalte "Gefahr für den Boden" wird ein Kreuz für die Anlagen und Tätigkeiten mit den folgenden Rubrikennummern eingefügt:

"

	15.43.02	15.84.01.03	22.21.02	24.14.03.02
	15.43.03	15.84.02.02	22.21.03	24.14.04.01
10.90.03.02	15.51.01.02	15.85.02	22.22.02	24.14.04.02
10.90.03.03	15.51.01.03	15.86.02	22.24.02	24.14.05.01
10.90.04	15.52.02	15.87.02	22.25.02	24.14.05.02
11.10.01	15.62.02.A	15.87.03	23.10.01	24.14.06.01
11.20.01.01	15.62.02.B	15.88.02	23.10.02	24.14.06.02
11.20.01.02	15.62.03.A	15.89.02	23.20.01	24.14.07.01
13.10.03.02	15.62.03.B	15.89.03	23.20.02	24.14.07.02
13.10.04	15.71.02	17.10.01.02	23.20.03	24.14.08.01
13.20.03.02	15.71.03	17.10.01.03	23.20.04	24.14.08.02
13.20.04	15.81.01.02.A	17.15.02.A	23.20.05	24.14.09.01
13.90	15.81.01.02.B	17.15.02.B	24.11.01.01	24.14.09.02
15.11.01.02	15.82.02.A	17.17.01.02	24.11.01.02	24.14.10.01
15.11.01.03	15.82.02.B	17.17.01.03	24.12.02	24.14.10.02
15.12.01.01	15.83.01.01.A	17.30.02	24.12.03	24.15.02
15.12.01.02	15.83.01.01.B	17.30.03	24.13.01.02	24.15.03
15.12.02.02	15.83.01.02.A	17.51.02	24.13.01.03	24.16.01.01
15.13.01.02	15.83.01.02.B	17.51.03	24.13.02.02	24.16.01.02
15.13.01.03	15.83.02.01.A	17.90.02	24.13.02.03	24.16.02.01
15.20.01.01	15.83.02.01.B	17.90.03	24.13.03.02	24.16.02.02
15.20.01.02	15.83.02.02.A	18.30.01.02	24.13.03.03	24.16.03.01
15.20.02.02	15.83.02.02.B	18.30.01.03	24.13.04.02	24.16.03.02
15.20.02.03	15.83.03.01.A	19.10.01.02	24.13.04.03	24.17.01.01
15.31.02	15.83.03.01.B	19.10.02.01	24.13.05.01	24.17.01.02
15.31.03	15.83.03.02.A	19.10.02.02	24.13.05.02	24.17.02.01
15.32.01.02	15.83.03.02.B	20.10.02.01.A	24.13.06.01	24.17.02.02
15.32.01.03	15.83.04.01.A	20.10.02.01.B	24.13.06.02	24.20.01.01
15.32.02.02	15.83.04.01.B	20.10.02.02.A	24.13.07.01	24.20.01.02
15.32.02.03	15.83.04.02.A	20.10.02.02.B	24.13.07.02	24.20.02.01
15.33.02	15.83.04.02.B	20.20.01	24.13.08	24.20.02.02
15.33.03	15.83.05.01.A	20.20.02.A	24.14.01.01	24.30.02
15.41.02	15.83.05.01.B	20.20.02.B	24.14.01.02	24.30.03
15.41.03	15.83.05.02.A	21.11.01	24.14.02.01	24.31
15.42.02	15.83.05.02.B	21.12.01.01	24.14.02.02	24.32.01
15.42.03	15.84.01.02	21.12.01.02	24.14.03.01	24.41.01

24.41.02	26.65.01	34.20.02.A	63.12.09.03.03	90.23.02.01.A
24.42.01	26.65.02.01	34.20.02.B	63.12.09.04.02	90.23.02.01.B
24.42.02	26.65.02.02	34.20.03.A	63.12.09.04.03	90.23.02.02.A
24.51.01.01	26.81.01.02.A	34.20.03.B	63.12.09.05.02	90.23.02.02.B
24.51.01.02	26.81.01.02.B	34.30.02.A	63.12.09.05.03	90.23.03
24.51.02.01	26.82.01.02.A	34.30.02.B	63.12.14.02	90.23.04.01
24.51.02.02	26.82.01.02.B	34.38.02.A	63.12.15.01.A	90.23.04.02
24.52.01	26.82.01.03.A	34.38.02.B	63.12.15.01.B	90.23.05
24.61.03	26.82.01.03.B	34.38.03.A	63.12.15.02.A	90.23.06
24.62.01	26.82.01.04	34.38.03.B	63.12.15.02.B	90.23.07
24.62.02	27.10.01.01	35.10.01.01.A	63.12.16.01.02	90.23.08.01
24.63.01	27.10.01.02	35.10.01.01.B	63.12.16.02.02	90.23.08.02
24.64.01	27.10.02.01	35.10.01.02.A	63.12.16.03.02	90.23.09
24.64.02	27.10.02.02	35.10.01.02.B	63.12.16.04.02	90.23.10
24.65	27.10.03.01	35.10.02.01.A	63.12.16.05.02	90.23.11
24.66.01	27.10.03.02	35.10.02.01.B	63.12.17.01.02	90.23.13.01
24.66.02	27.21.01	35.10.02.02.A	63.12.17.02.02	90.23.13.02
24.70.01	27.21.02	35.10.02.02.B	63.12.19	90.23.14
24.70.02	27.22.01	35.20.01.A	63.12.20.01.02	90.24.01.01
24.90.01	27.22.02	35.20.01.B	63.12.20.01.03	90.24.01.02
25.11.01	27.30.01	35.20.02.A	63.12.20.02.02	90.24.02
25.11.02	27.30.02	35.20.02.B	63.12.20.02.03	90.24.03
25.13.02	27.42.01	35.30.02.A	63.12.20.03.02	90.24.04
25.13.03	27.42.02.01	35.30.02.B	63.12.20.03.03	90.24.05
25.29.01	27.42.02.02	35.30.03.A	63.12.20.04.02	90.24.06.01
25.29.02	27.43.01	35.30.03.B	63.12.20.04.03	90.24.06.02
26.11.01	27.43.02.01	35.41.02.A	63.12.20.05.02	90.24.07
26.11.02	27.43.02.02	35.41.02.B	74.70	90.24.08.01
26.12.02	27.44.01	35.90.02.A	74.81.01.02	90.24.08.02
26.13.02	27.44.02.01	35.90.02.B	74.81.01.03	90.24.09.01
26.13.03	27.44.02.02	40.10.01.03.01	90.16.02.A	90.24.09.02
26.14.01	27.45.01	40.10.01.03.02	90.16.02.B	90.24.10
26.14.02	27.45.02.01	40.20.01.01	90.16.03.A	90.24.11.01
26.15.02	27.45.02.02	40.20.01.02	90.16.03.B	90.24.11.02
26.15.03	27.51.01	40.30.01.01	90.17.02.A	90.90.01
26.19.02	27.51.02	40.30.01.02	90.17.02.B	90.90.02
26.19.03	27.52.01	40.30.03.02	90.17.03.A	90.90.03
26.20.02	27.52.02	40.30.04.02	90.17.03.B	92.61.06
26.20.03	27.53.01	40.30.05.01	90.21.01.02	92.61.08
26.21.02	27.53.02	40.30.05.02	90.21.02.02	92.61.10.02
26.21.03	27.54.01	50.20.01.02	90.21.03	93.01.01.02
26.22.02	27.54.02	50.20.02	90.21.04.01	93.01.02.02
26.22.03	27.59.01	50.40.02	90.21.04.02	93.01.02.03
26.23.02	27.59.02	50.50.02	90.21.05.01	COV01.01
26.23.03	28.40.02.A	50.50.03	90.21.05.02	COV02.01
26.24.02	28.40.02.B	60.10.01	90.21.06.01	COV03.01
26.24.03	28.40.03	62.00.01	90.21.06.02	COV03.02
26.25.02	28.51.01.01	62.00.02	90.21.09.02	COV04.01
26.25.03	28.51.01.02	63.12.05.03.04.A	90.21.10.02	COV05.01
26.26.02	28.51.02.02	63.12.05.03.04.B	90.21.11.02	COV06.01
26.26.03	28.51.02.03	63.12.05.03.05.A	90.21.13	COV07.01
26.30.02	28.51.03.01	63.12.05.03.05.B	90.22.03.01.A	COV08.01
26.30.03	28.51.03.02	63.12.05.03.06.A	90.22.03.01.B	COV09.01
26.40.02	31.40.01.01	63.12.05.03.06.B	90.22.03.02.A	COV10.01
26.40.03	31.40.01.02	63.12.05.03.07.A	90.22.03.02.B	COV11
26.51.01.01	31.40.02.01	63.12.05.03.07.B	90.22.04	COV12.01
26.51.01.02	31.40.02.02	63.12.05.04.02	90.22.05	COV13.01
26.51.02	31.40.03.01	63.12.05.05.02	90.22.06	COV14.01
26.52.01.01	31.40.03.02	63.12.06.01	90.22.10	COV15.01
26.52.01.02	32.00.02.A	63.12.06.06	90.22.11	COV16.01
26.53.01.01	32.00.02.B	63.12.09.01.02	90.22.12.01	COV17.01
26.53.01.02	34.10.02.A	63.12.09.01.03	90.22.12.02	COV18.01
26.60.02.A	34.10.02.B	63.12.09.02.02	90.22.13	COV19.01
26.60.02.B	34.10.03.A	63.12.09.02.03	90.22.14	COV20.01
26.63.02.A	34.10.03.B	63.12.09.03.02	90.22.15	COV21.01
26.63.02.B				

"

**Art. 5** - In Anhang I desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2016, wird die obligatorische Konsultation der Direktion des Bodenschutzes der Abteilung Boden und Abfälle der OGD3 für die folgenden Rubriken aufgehoben: 01.2, 01.3, 01.49.01.03, 01.49.02.01, 01.49.04, 45.12.01, 45.12.02, 50.50.03, 90.13, 90.14, 90.22.12, 90.23.13, 90.24.11 und 90.25.04.

**Art. 6**. In Anhang I desselben Erlasses, zuletzt abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 22. Dezember 2016, wird die obligatorische Konsultation der Direktion der industriellen, geologischen und bergbaulichen Risiken der OGD3 (DRIGM) für die folgenden Rubriken aufgehoben: 45.12.01 und 45.12.02.

**Art. 7**. In Anhang I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2014, werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° die Rubrik 10.90.01 wird durch Folgendes ersetzt:

10.90.01 Untertagebau von Steinkohle, Braunkohle, Graphit	1	X	X	DRIGM DESO			
---	---	---	---	---------------	--	--	--

2° die Rubrik 10.90.02 wird durch Folgendes ersetzt:

10.90.02 Tagebau von Steinkohle, Braunkohle, Graphit	1	X	X	DRIGM DESO			
--	---	---	---	---------------	--	--	--

3° die Rubrik 10.90.03.01 wird durch Folgendes ersetzt:

10.90.03.01 Anlagen für die Brikett-herstellung mittels Steinkohle, Braunkohle, Holzkohle, Graphit, Kohlenstoff oder für die Herstellung von Holzkohle, Graphit, Kohlenstoff, die eine Nebenanlage zu einem Bergwerk sind, mit einer installierten Produktionskapazität über 10 t/Tag	1	X	X	DRIGM DESO			
---	---	---	---	---------------	--	--	--

4° die Rubrik 13.10.01 wird durch Folgendes ersetzt:

13.10.01 Untertagebau von Eisenerzen	1	X	X	DRIGM			
--------------------------------------	---	---	---	-------	--	--	--

5° die Rubrik 13.10.02 wird durch Folgendes ersetzt:

13.10.02 Tagebau von Eisenerzen	1	X	X	DRIGM			
---------------------------------	---	---	---	-------	--	--	--

6° die Rubrik 13.10.03.01 wird durch Folgendes ersetzt:

13.10.03.01 Anlagen für das Sintern oder für die Herstellung von Eisenerzen, die eine Nebenanlage zu einem Bergwerk sind, mit einer installierten Produktionskapazität über 10 t/Tag	1	X	X	DRIGM			
--	---	---	---	-------	--	--	--

7° die Rubrik 13.20.01 wird durch Folgendes ersetzt:

13.20.01 Untertagebau von Erzen von Nicht-eisenmetallen	1	X	X	DRIGM			
---	---	---	---	-------	--	--	--

8° die Rubrik 13.20.02 wird durch Folgendes ersetzt:

13.20.02 Tagebau von Erzen von Nicht-eisenmetallen	1	X	X	DRIGM			
--	---	---	---	-------	--	--	--

9° die Rubrik 13.20.03.01 wird durch Folgendes ersetzt:

13.20.03.01 Anlagen für das Sintern oder für die Herstellung von Nicht-eisenmetallen, die eine Nebenanlage zu einem Bergwerk sind, mit einer installierten Produktionskapazität über 10 t/Tag	1	X	X	DRIGM			
---	---	---	---	-------	--	--	--

10° die Überschrift der Rubriken 35.20.01 A und 35.20.01 B wird durch folgende Wörter ersetzt:

"Bau und Reparatur von Schienenfahrzeugen mit einer installierten Produktions- bzw. Reparaturkapazität über 50 Lokomotiven oder 100 Waggons / Jahr".

**Art. 8.** In Anhang I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Januar 2014, wird zwischen die Rubriken 10.90.03.03 und 10.90.04, eine Rubrik 10.90.03.04 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

10.90.03.04 Anlagen für die Briketherstellung mittels Steinkohle, Braunkohle, Holzkohle, Graphit, Kohlenstoff oder für die Herstellung von Holzkohle, Graphit, Kohlenstoff, die eine Nebenanlage zu einem Bergwerk sind, mit einer installierten Produktionskapazität unter oder gleich 10 t/Tag	2		X	DRIGM DESO			
--	---	--	---	---------------	--	--	--

**Art. 9 -** In Anhang I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird zwischen die Rubriken 13.10.04 und 13.2 eine Rubrik 13.10.05 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

13.10.05. Waschanlage für Eisenerze, deren Bearbeitungs­kapazität 10 T/Tag überschreitet, und die eine Neben­anlage zu einem Bergwerk ist	2		X	DGRIM			
---	---	--	---	-------	--	--	--

**Art. 10 -** In Anhang I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, wird zwischen die Rubriken 13.20.04 und 13.9 eine Rubrik 13.20.05 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

13.20.05. Waschanlage für Nichteisenmetalle, deren Bearbeitungs­kapazität 10 T/Tag überschreitet, und die eine Neben­anlage zu einem Bergwerk ist	2		X	DRIGM			
---	---	--	---	-------	--	--	--

**Art. 11 -** In Anhang I desselben Erlasses, ersetzt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 11. Juli 2013, werden zwischen die Rubriken 60.10.01 und 60.2, die Rubriken 60.15.01 und 60.15.02 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

60.15 BETRIEB VON EISENBAHNVERKEHRSSYSTEMEN							
60.15.01 Multimodale Eisenbahnplattformen mit einer Fläche über 2 ha, wo Be- und Entlade-, Füll- oder Packvorgänge in Verbindung mit einem Transport über fünfzig Nettotonnen pro Kalenderjahr von gefährlichen Gütern stattfinden, die gemäß der CLP-Verordnung (Verordnung (EG) Nr. 1272/2008 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Dezember 2008 über die Einstufung, Kennzeichnung und Verpackung von Stoffen und Gemischen und zur Änderung und Aufhebung der Richtlinien 67/548/EWG und 1999/45/EG und zur Änderung der Verordnung (EG) Nr. 1907/2006) als gesundheitsgefährdend oder -bedrohend (ohne ätzende oder reizende Wirkung) oder umweltgefährdend oder -bedrohend (ohne Gefahr für die Ozonschicht) eingestuft werden, oder eine Boden- oder Grundwasserverschmutzung verursachen können			X				
60.15.02 Verschiebe- oder Zugbildungsbahnhöfe			X				

**Art. 12 -** Der Anhang 6 des Dekrets vom 1. März 2018 über die Bodenbewirtschaftung und -sanierung wird aufgehoben.

**Art. 13 -** Die vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses eingereichten Anträge auf eine Umwelt-, Global- und integrierte Genehmigung sowie die diesbetreffenden Verwaltungsbeschwerden werden gemäß den am Tag der Einreichung der vorgenannten Urkunden geltenden Regeln bearbeitet.

**Art. 14 -** Mit Ausnahme des Artikels 5 tritt der vorliegende Erlass am 1. Januar 2019 in Kraft.

**Art. 15** - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.  
Namur, den 27. September 2018

Für die Regierung:  
Der Ministerpräsident  
W. BORSUS

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten, Mobilität,  
Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete  
C. DI ANTONIO

---

VERTALING

WAALESE OVERHEIDSDIENST

[C - 2018/14404]

**27 SEPTEMBER 2018. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten en het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering, de artikelen 24, § 1, tweede lid, en 129 en bijlage 6;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten;

Gelet op het rapport van 11 april 2018 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2<sup>o</sup>, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies 63.554/4 van de Raad van State, gegeven van 20 juni 2018, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2<sup>o</sup>, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat bijlage I bij het decreet van de Waalse Regering van 4 juli 2002 voorschrijft dat voor elke aanvraag van een milieuvergunning (PE) of een globale vergunning (PU) voor de activering van één of meer rubrieken overleg moet worden gepleegd met de Directie Bodembescherming (DPS) van het Departement Bodem en Afvalstoffen (DSD) van de Operationele Directie Landbouw, Natuurlijke Hulpbronnen en Milieu van de Waalse Overheidsdienst;

Overwegende dat de oorspronkelijke keuze voor deze rubrieken, die een verplichte raadpleging van de DPS voorschrijft, verwijst naar een context die zich heeft ontwikkeld, met name wat betreft de toepasselijke wetgevingen, de bijbehorende rechtspraak, de geleidelijke opstelling en verspreiding tussen de diensten van inventarisatieprocedures en administratieve informatie over verontreinigde terreinen, waardoor een preventieve aanpak van bodembescherming mogelijk is geworden;

Overwegende dat op grond hiervan de verplichte raadpleging van de DPS moet worden afgeschaft voor de rubrieken met als opschrift 01.2X.XX en 01.49.XX (teelt/fokactiviteit in de landbouwsector - Klassen 1 / aanverwante diensten in verband met de activiteiten van 01.2 - Klassen 2 : opslag van bemestingsstoffen + stortingen van dierlijke mest + verspreiding van organische stoffen op niet-agrarische grond >1ha); dat de milieuregelgeving met betrekking tot mest- en stikstofbeheer (Plan voor duurzaam stikstofbeheer - PGDA3) immers voorziet in een preventief beheer; dat de toepassing van de PGDA tot doel heeft de effecten van deze activiteiten op de bodem te beheersen, met name door middel van de conformiteitsattesten van de opslaginstallaties of de versterking van de traceerbaarheid van de bewegingen van dierlijke mest; dat het DPS in de praktijk geen aanvullende specifieke voorwaarden te formuleren heeft voor deze rubrieken;

Overwegende dat op grond hiervan de verplichte raadpleging van de DPS voor de rubrieken 01.3X.XX (bezit van dieren die niet onder de landbouwsector ressorteren) dient te worden geschrapt, gelet op het feit :

- dat de milieuregelgeving met betrekking tot mest- en stikstofbeheer (Plan voor duurzaam stikstofbeheer - PGDA3) niet van toepassing is op activiteiten en installaties die onder de desbetreffende rubrieken vallen;
- dat de DPS in zijn huidige vorm geen specifieke voorwaarden te formuleren heeft voor deze rubrieken; dat de DPS in ieder geval, per geval, kan worden geraadpleegd vanwege de bijzondere kenmerken van de dossiers die bij de Administratie worden ingediend;

Overwegende dat op grond hiervan de verplichte raadpleging van de DPS voor de rubrieken 90.13 en 90.14 (waterbehandeling - individueel zuiveringsstation klasse 2) moet worden geschrapt; dat de sectorale en integrale voorwaarden van 1 december 2016 immers betrekking hebben op de milieueffecten van deze installaties; dat in deze sectorale voorwaarden de verplichtingen met betrekking tot de dichtheid van de betrokken installatie, de overdracht of verwijdering van stoffen, de periodieke controle van de staat van werking van de betrokken installatie en het onderhoud van het systeem zijn vastgelegd; dat deze voorwaarden maatregelen vormen ter bescherming van de bodem, het oppervlaktewater en het grondwater;

Overwegende dat op grond hiervan de verplichte raadpleging van de DPS voor de rubrieken 90.13 en 90.14 (Putboring en -uitrusting - klasse 2) moet worden afgeschaft; dat het effect van de installaties die onder deze rubrieken vallen immers meer betrekking heeft op grondwatervraagstukken dan op de vaste matrix van de bodem; dat in dit geval, aangezien de Direction des Eaux Souterraines (DESO) (Directie Grondwateren) voor deze rubrieken automatisch wordt geraadpleegd, alleen de vestiging van dergelijke installaties op verontreinigde bodems een verzoek om advies van de DPS kan rechtvaardigen; dat de identificatie van dergelijke gevallen door de technische ambtenaar kan worden uitgevoerd met behulp van de informaticatoepassing "Databank ondergrond - BDES (gegevensbank bodemtoestand) " zoals voorzien in het decreet betreffende bodembeheer en bodemsanering;

Overwegende dat op grond hiervan de verplichte raadpleging van de DPS voor de rubrieken 50.50.03 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 (kleinhandel in brandstoffen - klassen 2) moet worden afgeschaft; dat het besluit van de Waalse Regering van 4 maart 1999 en zijn wijzigingsbesluiten de preventieve verplichtingen met betrekking tot de dichtheid van de installaties, de procedures voor de overdracht of verwijdering van stoffen en de

controle van de staat van werking van de betrokken installatie nu op een stevige manier vastleggen; dat deze voorwaarden maatregelen vormen ter bescherming van de bodem, het oppervlaktewater en het grondwater; dat bovendien het gebruik door de technische ambtenaar van de voormelde "BDES" informaticatoepassing hem in staat moet stellen de staat van de voorwaarden en procedures in de zin van voormeld besluit van 4 maart 1999 of in de zin van het decreet van 1 maart 2018 te controleren;

Overwegende dat op grond hiervan de verplichte raadpleging van de DPS voor de rubrieken 90.22.12; 90.23.13; 90.24.11; 90.25.04 van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 (Installatie voor de voorbehandeling, de valorisatie, de verwijdering, de verbranding, de coverbranding of de technische ondergraving van stoffen die uit de bedding en de oevers van waterlopen en watervlakken verwijderd worden) moet worden afgeschaft; dat deze rubrieken betrekking hebben op de installaties voor het beheer en de behandeling van slib en niet op hun nuttige toepassing op de grond; dat de "Direction de la Politique des Déchets" (Directie Afvalstoffenbeleid) (DPD) voor deze soort afvalbeheersinstallatie bevoegd is zoals vermeld in bijlage 1 van het besluit van 4 juli 2002; dat voor de meeste van deze rubrieken sectorale voorwaarden gelden die er *de facto* op gericht zijn om, rechtstreeks of onrechtstreeks, de bescherming van de bodem en het grondwater te waarborgen;

Overwegende dat de intrekking van bijlage 6 bij bovengenoemd decreet van 1 maart 2018 en de gelijktijdige wijziging van het besluit van 4 juli 2002 het aldus mogelijk moeten maken om de nomenclatuur van de wetgeving inzake bodembeheer en bodemsanering in overeenstemming te brengen met die van de milieuvergunning;

Overwegende dat de herziening van het besluit van 4 juli 2002 tot doel heeft om :

- de lijst in bijlage 6 van bovengenoemd decreet van 1 maart 2018 te herzien met het oog op de bijwerking ervan in het licht van de technologische ontwikkelingen en de preventieve milieumaatregelen;
- over te gaan tot een homogenisering van de opschriften met het oog op administratieve vereenvoudiging en rechtszekerheid;
- de overdracht van informatie tussen de verschillende databanken binnen de administratie te vergemakkelijken door middel van een eenduidige semantiek, met name met het oog op de invoering van gegevens in de Databank ondergrond;

Overwegende dat in de praktijk een kolom "risico voor de bodem" wordt toegevoegd aan bijlage 1 bij het besluit van 4 juli 2002 en dat de opschriften van bijlage 6 bij het bovengenoemd decreet van 1 maart 2018 worden overgenomen in de nomenclatuurtafel betreffende de milieuvergunning; dat in deze nieuwe kolom een kruisje wordt toegevoegd om een specifiek onderscheid te maken tussen de activiteiten die een risico vormen voor de bodem en de activiteiten die geen risico's inhouden; dat, als zodanig, het opschrift van bovengenoemd besluit moet worden gewijzigd;

Overwegende dat er vijf nieuwe rubrieken zijn gecreëerd omdat het gaat om installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen in de zin van bijlage 6 bij het decreet van 1 maart 2018; dat zij echter niet onderworpen zijn aan de wetgeving inzake milieuvergunningen of milieueffectstudie;

Overwegende dat van de vijf toegevoegde rubrieken, ten eerste, drie rubrieken betrekking hebben op de mijnaanhorigheden, namelijk : een rubriek betreffende de installaties voor de vervaardiging van agglomeraten van steenkool, bruinkool of kool, alsook twee rubrieken betreffende ijzerertsenswasserijen; dit type installatie was reeds opgenomen in het besluit van 4 juli 2002, maar de respectievelijke opschriften sloten de mijnaanhorigheden uit; de vergunning voor een mijnaanhorigheid werd inderdaad geregeld door de mijnbouwcode en niet door de wetgeving inzake milieuvergunningen; het is derhalve noodzakelijk de tegenhanger van de bestaande PE (milieuvergunning) rubrieken voor deze mijnaanhorigheden toe te voegen, waarbij het risico van bodemverontreiniging wordt gekoppeld aan de aard van de activiteit en niet aan de vergunningsregeling :

- 10.90.03.04 Installaties voor de vervaardiging van agglomeraten van steenkool, bruinkool, houtskool, grafiet, koolstof of voor de productie van houtskool, grafiet, koolstof die een mijnaanhorigheid vormen en met een geïnstalleerde productiecapaciteit van 10 T/dag of minder - de rubriek 10.90.03.03 die overeenkomt met code nr. 2 van bijlage 3 had geen betrekking op de mijnaanhorigheden;
- 13.10.05 Ijzerertsenswasserijen met een behandelingscapaciteit boven 10 T/dag die een mijnaanhorigheid vormen - de rubriek 13.10.04 die overeenkomt met code nr. 9 van bijlage 3 had geen betrekking op de mijnaanhorigheden;
- 13.20.05 - Wasserijen voor non-ferro metaalertsens met een behandelingscapaciteit boven 10 T/dag die een mijnaanhorigheid vormen - de rubriek 13.20.04 die overeenkomt met code nr. 12 van bijlage 3 had geen betrekking op de mijnaanhorigheden;

Overwegende dat het, in de tweede plaats, gaat om de rubrieken met als opschrift :

- 60.15.01 - Spoorweg- en intermodale platformen waarop laad-, los-, vul- of verpakkingshandelingen worden uitgevoerd in verband met het vervoer van meer dan 50 nettoton gevaarlijke goederen per kalenderjaar die overeenkomstig de CLP-verordening zijn ingedeeld (verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Parlement en de Raad van 16 december 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stoffen en mengsels tot wijziging en intrekking van de Richtlijnen 67/548/EEG en 1999/45/EG en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1907/2006) als zijnde een risico of gevaar voor de gezondheid anders dan corrosief en irriterend, of voor het milieu anders dan de ozonlaag, of dat deze producten bodem- of grondwaterverontreiniging kunnen veroorzaken - rubriek 60.15.01 komt overeen met code 139 in bijlage 3.
- en 60.15.02 "Spoorstations voor sorteerverrichting of samenstelling";

Gelet op het amendement op het decreet betreffende bodembeheer en bodemsanering van 26 januari 2018 waarbij de artikelen 104 tot en met 108 in hetzelfde decreet worden ingevoegd; dat dit amendement inhoudt dat de installaties die nodig of nuttig zijn voor het onderzoek en de exploitatie van ondergrondse rijkdommen, met inbegrip van de putten, galerijen, ondergrondse verbindingswegen en winningsputten, nu onderworpen zijn aan een milieuvergunning;

Overwegende dat de daarmee verband houdende activiteiten die in het decreet van 4 juli 2002 zijn opgenomen, moeten worden ingedeeld, terwijl zij momenteel niet zijn ingedeeld;

Overwegende dat mijnbouw een potentieel effect heeft op het milieu, in het bijzonder door het verkeer, de uitgraving van grond en rotsen, de interactie met grondwaterlagen, de lozingen op het oppervlaktewater, de ontwatering, de bezinkingsbekkens; dat het derhalve noodzakelijk is activiteiten en installaties betreffende de mijnbouw in klasse 1 in te delen;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;  
Na beraadslaging,  
Besluit :

**Artikel 1.** Het opschrift van het besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan milieueffectstudie onderworpen projecten en van de ingedeelde installaties en activiteiten wordt vervangen als volgt: "Besluit van de Waalse Regering van 4 juli 2002 tot bepaling van de lijst van de aan een milieueffectstudie onderworpen projecten, van de ingedeelde installaties en activiteiten of van de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen".

**Art. 2.** In artikel 2 van hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen door wat volgt :

« § 1. De aan een effectstudie onderworpen projecten, de ingedeelde installaties en activiteiten en de installaties of activiteiten die een risico voor de bodem vormen staan op de lijst in bijlage I bij dit besluit.»;

2° er wordt een paragraaf 4/1 ingevoegd, luidend als volgt :

"§ 4/1. In de vierde kolom geeft het kruisje aan of de installatie of activiteit een risico voor de bodem vormt.";

3° in paragraaf 5, wordt het woord "vierde" vervangen door het woord "vijfde".

**Art. 3.** Artikel 3ter van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 19 april 2007, wordt aangevuld met de woorden "en worden beschouwd als een risico voor de bodem".

**Art. 4.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° een kolom met het opschrift "Risico voor de bodem" wordt ingevoegd tussen de kolom "EIE" en de kolom "Te raadplegen organen";

2° in de kolom "Risico voor de bodem" wordt een kruisje toegevoegd voor de installaties en activiteiten met de volgende rubrieknummers :

“

	15.62.02.B	17.15.02.B	24.13.02.02	24.17.01.02
	15.62.03.A	17.17.01.02	24.13.02.03	24.17.02.01
10.90.03.02	15.62.03.B	17.17.01.03	24.13.03.02	24.17.02.02
10.90.03.03	15.71.02	17.30.02	24.13.03.03	24.20.01.01
10.90.04	15.71.03	17.30.03	24.13.04.02	24.20.01.02
11.10.01	15.81.01.02.A	17.51.02	24.13.04.03	24.20.02.01
11.20.01.01	15.81.01.02.B	17.51.03	24.13.05.01	24.20.02.02
11.20.01.02	15.82.02.A	17.90.02	24.13.05.02	24.30.02
13.10.03.02	15.82.02.B	17.90.03	24.13.06.01	24.30.03
13.10.04	15.83.01.01.A	18.30.01.02	24.13.06.02	24.31
13.20.03.02	15.83.01.01.B	18.30.01.03	24.13.07.01	24.32.01
13.20.04	15.83.01.02.A	19.10.01.02	24.13.07.02	24.41.01
13.90	15.83.01.02.B	19.10.02.01	24.13.08	24.41.02
15.11.01.02	15.83.02.01.A	19.10.02.02	24.14.01.01	24.42.01
15.11.01.03	15.83.02.01.B	20.10.02.01.A	24.14.01.02	24.42.02
15.12.01.01	15.83.02.02.A	20.10.02.01.B	24.14.02.01	24.51.01.01
15.12.01.02	15.83.02.02.B	20.10.02.02.A	24.14.02.02	24.51.01.02
15.12.02.02	15.83.03.01.A	20.10.02.02.B	24.14.03.01	24.51.02.01
15.13.01.02	15.83.03.01.B	20.20.01	24.14.03.02	24.51.02.02
15.13.01.03	15.83.03.02.A	20.20.02.A	24.14.04.01	24.52.01
15.20.01.01	15.83.03.02.B	20.20.02.B	24.14.04.02	24.61.03
15.20.01.02	15.83.04.01.A	21.11.01	24.14.05.01	24.62.01
15.20.02.02	15.83.04.01.B	21.12.01.01	24.14.05.02	24.62.02
15.20.02.03	15.83.04.02.A	21.12.01.02	24.14.06.01	24.63.01
15.31.02	15.83.04.02.B	22.21.02	24.14.06.02	24.64.01
15.31.03	15.83.05.01.A	22.21.03	24.14.07.01	24.64.02
15.32.01.02	15.83.05.01.B	22.22.02	24.14.07.02	24.65
15.32.01.03	15.83.05.02.A	22.24.02	24.14.08.01	24.66.01
15.32.02.02	15.83.05.02.B	22.25.02	24.14.08.02	24.66.02
15.32.02.03	15.84.01.02	23.10.01	24.14.09.01	24.70.01
15.33.02	15.84.01.03	23.10.02	24.14.09.02	24.70.02
15.33.03	15.84.02.02	23.20.01	24.14.10.01	24.90.01
15.41.02	15.85.02	23.20.02	24.14.10.02	25.11.01
15.41.03	15.86.02	23.20.03	24.15.02	25.11.02
15.42.02	15.87.02	23.20.04	24.15.03	25.13.02
15.42.03	15.87.03	23.20.05	24.16.01.01	25.13.03
15.43.02	15.88.02	24.11.01.01	24.16.01.02	25.29.01
15.43.03	15.89.02	24.11.01.02	24.16.02.01	25.29.02
15.51.01.02	15.89.03	24.12.02	24.16.02.02	26.11.01
15.51.01.03	17.10.01.02	24.12.03	24.16.03.01	26.11.02
15.52.02	17.10.01.03	24.13.01.02	24.16.03.02	26.12.02
15.62.02.A	17.15.02.A	24.13.01.03	24.17.01.01	26.13.02

26.13.03	27.42.02.02	35.20.01.A	63.12.16.03.02	90.23.04.02
26.14.01	27.43.01	35.20.01.B	63.12.16.04.02	90.23.05
26.14.02	27.43.02.01	35.20.02.A	63.12.16.05.02	90.23.06
26.15.02	27.43.02.02	35.20.02.B	63.12.17.01.02	90.23.07
26.15.03	27.44.01	35.30.02.A	63.12.17.02.02	90.23.08.01
26.19.02	27.44.02.01	35.30.02.B	63.12.19	90.23.08.02
26.19.03	27.44.02.02	35.30.03.A	63.12.20.01.02	90.23.09
26.20.02	27.45.01	35.30.03.B	63.12.20.01.03	90.23.10
26.20.03	27.45.02.01	35.41.02.A	63.12.20.02.02	90.23.11
26.21.02	27.45.02.02	35.41.02.B	63.12.20.02.03	90.23.13.01
26.21.03	27.51.01	35.90.02.A	63.12.20.03.02	90.23.13.02
26.22.02	27.51.02	35.90.02.B	63.12.20.03.03	90.23.14
26.22.03	27.52.01	40.10.01.03.01	63.12.20.04.02	90.24.01.01
26.23.02	27.52.02	40.10.01.03.02	63.12.20.04.03	90.24.01.02
26.23.03	27.53.01	40.20.01.01	63.12.20.05.02	90.24.02
26.24.02	27.53.02	40.20.01.02	74.70	90.24.03
26.24.03	27.54.01	40.30.01.01	74.81.01.02	90.24.04
26.25.02	27.54.02	40.30.01.02	74.81.01.03	90.24.05
26.25.03	27.59.01	40.30.03.02	90.16.02.A	90.24.06.01
26.26.02	27.59.02	40.30.04.02	90.16.02.B	90.24.06.02
26.26.03	28.40.02.A	40.30.05.01	90.16.03.A	90.24.07
26.30.02	28.40.02.B	40.30.05.02	90.16.03.B	90.24.08.01
26.30.03	28.40.03	50.20.01.02	90.17.02.A	90.24.08.02
26.40.02	28.51.01.01	50.20.02	90.17.02.B	90.24.09.01
26.40.03	28.51.01.02	50.40.02	90.17.03.A	90.24.09.02
26.51.01.01	28.51.02.02	50.50.02	90.17.03.B	90.24.10
26.51.01.02	28.51.02.03	50.50.03	90.21.01.02	90.24.11.01
26.51.02	28.51.03.01	60.10.01	90.21.02.02	90.24.11.02
26.52.01.01	28.51.03.02	62.00.01	90.21.03	90.90.01
26.52.01.02	31.40.01.01	62.00.02	90.21.04.01	90.90.02
26.53.01.01	31.40.01.02	63.12.05.03.04.A	90.21.04.02	90.90.03
26.53.01.02	31.40.02.01	63.12.05.03.04.B	90.21.05.01	92.61.06
26.60.02.A	31.40.02.02	63.12.05.03.05.A	90.21.05.02	92.61.08
26.60.02.B	31.40.03.01	63.12.05.03.05.B	90.21.06.01	92.61.10.02
26.63.02.A	31.40.03.02	63.12.05.03.06.A	90.21.06.02	93.01.01.02
26.63.02.B	32.00.02.A	63.12.05.03.06.B	90.21.09.02	93.01.02.02
26.65.01	32.00.02.B	63.12.05.03.07.A	90.21.10.02	93.01.02.03
26.65.02.01	34.10.02.A	63.12.05.03.07.B	90.21.11.02	COV01.01
26.65.02.02	34.10.02.B	63.12.05.04.02	90.21.13	COV02.01
26.81.01.02.A	34.10.03.A	63.12.05.05.02	90.22.03.01.A	COV03.01
26.81.01.02.B	34.10.03.B	63.12.06.01	90.22.03.01.B	COV03.02
26.82.01.02.A	34.20.02.A	63.12.06.06	90.22.03.02.A	COV04.01
26.82.01.02.B	34.20.02.B	63.12.09.01.02	90.22.03.02.B	COV05.01
26.82.01.03.A	34.20.03.A	63.12.09.01.03	90.22.04	COV06.01
26.82.01.03.B	34.20.03.B	63.12.09.02.02	90.22.05	COV07.01
26.82.01.04	34.30.02.A	63.12.09.02.03	90.22.06	COV08.01
27.10.01.01	34.30.02.B	63.12.09.03.02	90.22.10	COV09.01
27.10.01.02	34.38.02.A	63.12.09.03.03	90.22.11	COV10.01
27.10.02.01	34.38.02.B	63.12.09.04.02	90.22.12.01	COV11
27.10.02.02	34.38.03.A	63.12.09.04.03	90.22.12.02	COV12.01
27.10.03.01	34.38.03.B	63.12.09.05.02	90.22.13	COV13.01
27.10.03.02	35.10.01.01.A	63.12.09.05.03	90.22.14	COV14.01
27.21.01	35.10.01.01.B	63.12.14.02	90.22.15	COV15.01
27.21.02	35.10.01.02.A	63.12.15.01.A	90.23.02.01.A	COV16.01
27.22.01	35.10.01.02.B	63.12.15.01.B	90.23.02.01.B	COV17.01
27.22.02	35.10.02.01.A	63.12.15.02.A	90.23.02.02.A	COV18.01
27.30.01	35.10.02.01.B	63.12.15.02.B	90.23.02.02.B	COV19.01
27.30.02	35.10.02.02.A	63.12.16.01.02	90.23.03	COV20.01
27.42.01	35.10.02.02.B	63.12.16.02.02	90.23.04.01	COV21.01
27.42.02.01				

"

**Art. 5.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016, wordt de verplichte raadpleging van de "Direction de la Protection des Sols du Département du Sol et des Déchets de la DGO3" (Directie Bodembescherming van het Departement Bodem en Afvalstoffen van het DGO3) opgeheven voor de volgende rubrieken : 01.2, 01.3, 01.49.01.03, 01.49.02.01, 01.49.04, 45.12.01, 45.12.02, 50.50.03, 90.13, 90.14, 90.22.12, 90.23.13, 90.24.11 en 90.25.04.

**Art. 6.** In bijlage I bij hetzelfde besluit, laatst gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 22 december 2016, wordt de verplichte raadpleging van de "Direction des Risques industriels, géologiques et miniers (DRIGM) DGO3" (Directie Industriële, Geologische en Mijnsrisico's) opgeheven voor de volgende rubrieken : 45.12.01 en 45.12.02.



**Art. 7.** In bijlage I bij hetzelfde besluit vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° rubriek 10.90.01 wordt vervangen als volgt :

10.90.01 Ondergrondse winning van steenkool, bruinkool, grafiet	1	X	X	DRIGM DESO			
---	---	---	---	---------------	--	--	--

2° rubriek 10.90.02 wordt vervangen als volgt :

10.90.02 Winning in dagbouw van steenkool, bruinkool, grafiet	1	X	X	DRIGM DESO			
---	---	---	---	---------------	--	--	--

3° rubriek 10.90.03.01 wordt vervangen als volgt :

10.90.03.01 Installaties voor de vervaardiging van agglomeraten van steenkool, bruinkool, houtskool, grafiet, koolstof of voor de productie van houtskool, grafiet, koolstof die een mijnaanhorigheid vormen en waarvan de geïnstalleerde productiecapaciteit 10 T/dag overschrijdt	1	X	X	DRIGM DESO			
---	---	---	---	---------------	--	--	--

4° rubriek 13.10.01 wordt vervangen als volgt :

13.10.01 Ondergrondse winning van ijzererts	1	X	X	DRIGM			
---	---	---	---	-------	--	--	--

5° rubriek 13.10.02 wordt vervangen als volgt :

13.10.02 Winning in de open lucht van ijzererts	1	X	X	DRIGM			
---	---	---	---	-------	--	--	--

6° rubriek 13.10.03.01 wordt vervangen als volgt :

13.10.03.01 Installaties voor het sinteren of de bereiding van ijzererts met een geïnstalleerde productiecapaciteit boven 10 t/dag installatie die een mijnaanhorigheid vormt	1	X	X	DRIGM			
---	---	---	---	-------	--	--	--

7° rubriek 13.20.01 wordt vervangen als volgt :

13.20.01 Ondergrondse winning van non-ferro metaalertsen	1	X	X	DRIGM			
--	---	---	---	-------	--	--	--

8° rubriek 13.20.02 wordt vervangen als volgt :

13.20.02 Winning in de open lucht van non-ferro metaalertsen	1	X	X	DRIGM			
--	---	---	---	-------	--	--	--

9° rubriek 13.20.03.01 wordt vervangen als volgt :

13.20.03.01 Installaties voor het sinteren of de bereiding van non-ferro metaalertsen met een geïnstalleerde productiecapaciteit boven 10 t/dag installatie die een mijnaanhorigheid vormt	1	X	X	DRIGM			
--	---	---	---	-------	--	--	--

10° het opschrift van de rubrieken 35.20.01 A en 35.20.01 B worden vervangen door de woorden :

“Vervaardiging en reparatie van rollend materieel voor spoor- en tramwegen als de geïnstalleerde productie- of reparatiecapaciteit lager is dan 50 locomotieven of 100 wagons/jaar”.

**Art. 8.** In bijlage I bij hetzelfde besluit vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013 en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 16 januari 2014, wordt er tussen de rubriek 10.90.03.03 en de rubriek 10.90.04, een rubriek 10.90.03.04 ingevoegd, luidend als volgt :

10.90.03.04 Installaties voor de ver- vaardiging van agglomeraten van steen- en bruinkool, houtskool, gra- fiet, koolstof of voor de productie van houtskool, grafiet, koolstof die een mijnaanhorigheid vormen en met een geïnstalleerde productiecapaci- teit van 10 T/dag of minder	2		X	DRIGM DESO			
---	---	--	---	---------------	--	--	--

**Art. 9.** In bijlage I bij hetzelfde besluit vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt er tussen de rubriek 13.10.04 en de rubriek 13.2, een rubriek 13.10.05 ingevoegd, luidend als volgt :

13.10.05 Ijzererts-wasserijen met een behandelingscapaciteit boven 10t/dag die een mijnaanhorigheid vormen	2		X	DGRIM			
--	---	--	---	-------	--	--	--

**Art. 10.** In bijlage I bij hetzelfde besluit vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt er tussen de rubriek 13.20.04 en de rubriek 13.9, een rubriek 13.20.05 ingevoegd, luidend als volgt :

13.20.05. Wasserijen voor non-ferro metaalerts met een behandelings- capaciteit boven 10t/dag die een mijnaanhorigheid vormen	2		X	DRIGM			
--	---	--	---	-------	--	--	--

**Art. 11.** In bijlage I bij hetzelfde besluit vervangen bij het besluit van de Waalse Regering van 11 juli 2013, wordt er tussen de rubriek 60.10.01 en de rubriek 60.2, de rubrieken 60.15.01 en 60.15.02 ingevoegd, luidend als volgt :

60.15 EXPLOITATIE VAN VERVOER PER SPOOR							
60.15.01 Spoorweg- en intermodale platformen waarop laad-, los-, vul- of verpakkingshandelingen worden uitgevoerd in verband met het ver- voer van gevaarlijke goederen die overeenkomstig de CLP-verordening zijn ingedeeld (verordening (EG) nr. 1272/2008 van het Europees Par- lement en de Raad van 16 decem- ber 2008 betreffende de indeling, etikettering en verpakking van stof- fen en mengsels tot wijziging en intrekking van de Richtlijnen 67/548/EEG en 1999/45/EG en tot wijziging van Verordening (EG) nr. 1907/2006) als zijnde een risico of gevaar voor de gezondheid anders dan corrosief en irriterend, of voor het milieu anders dan de ozonlaag, of dat deze producten bodem- of grondwaterverontreiniging kunnen veroorzaken			X				
60.15.02 Spoorstation voor sorteerver- richting of samenstelling			X				

**Art. 12.** Bijlage 6 bij het decreet van 1 maart 2018 betreffende bodembeheer en bodemsanering wordt opgeheven.

**Art. 13.** De vóór de inwerkingtreding van dit besluit ingediende aanvragen voor milieuvergunning, globale vergunning en geïntegreerde vergunning alsmede de desbetreffende administratieve beroepen worden behandeld volgens de regels van kracht op de datum van indiening van bovenvermelde akten.

**Art. 14.** Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2019, met uitzondering van artikel 5.

**Art. 15.** De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 27 september 2018.

Voor de Regering :

De Minister-President,  
W. BORSUS

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening, Openbare Werken,  
Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,  
C. DI ANTONIO